



LÉGATION DE SUISSE
EN ARGENTINE

BUENOS AIRES, le 23 mars 1954.
Calle Uruguay 740
T. E. 440074/77

NOTRE D.24.1.1.- F/w.
RÉFÉRENCE: VOTRE
(à rappeler dans la réponse)

RAPPORT POLITIQUE N° 3.

Monsieur le Conseiller fédéral,

J'ai l'honneur de vous transmettre quelques renseignements sur les premières impressions produites à Buenos Aires par les discussions qui se sont déroulées ces jours derniers à la X^{ème} Conférence panaméricaine de Caracas.

L'Argentine participe, on le sait, sans aucun enthousiasme à cette Assemblée pour plusieurs motifs que l'on peut résumer "grosso modo" comme suit: 1) elle se considère toujours encore le premier pays d'Amérique Latine, le seul de race blanche, le seul ayant une culture développée dans toutes les directions, le seul héritier de la civilisation occidentale. Elle essaye de contre-balancer, au moins politiquement, l'influence des Etats-Unis et d'éviter que les Républiques latino-américaines soient absorbées culturellement parlant par le tout puissant voisin. Or, dans toute Conférence panaméricaine la puissance et le prestige des Etats-Unis s'affirment au détriment de l'influence et du prestige des autres partenaires. 2) L'Argentine est un partisan - pour les raisons plus ou moins avouables que j'ai souvent citées - des pactes régionaux par lesquels elle s'efforce de donner une nouvelle consistance à son prestige. Or, elle s'attendait à ce que sa politique dans ce domaine fût cette fois-ci - vu l'opposition du Brésil, de l'Uruguay et du Pérou - vivement attaquée par des secteurs puissants

Monsieur Max P e t i t p i e r r e ,
Conseiller Fédéral,
Chef du Département Politique Fédéral,
B e r n e -



de la Conférence, en dépit de la neutralité bienveillante de Washington. 3) L'Argentine savait à l'avance que les efforts de la Conférence pour obtenir des Etats-Unis des concessions réellement de poids dans la question si importante relative au prix des matières premières, se heurteraient à peu près à une fin de non recevoir. 4) Sur le point concernant le colonialisme, cheval de bataille du régime argentin actuel qui aime à se servir du nationalisme pour galvaniser la masse, l'Argentine connaissait la tiédeur des Etats-Unis.

Le Ministre argentin des Affaires Etrangères se rendit donc à Caracas en sachant à l'avance qu'il ne fallait pas s'attendre à des succès. Aussi y resta-t-il seulement quelques jours et ni lui ni la délégation qu'il y laissa, brillèrent par des interventions remarquées, si on fait abstraction du chapitre relatif au colonialisme.

Je ne vous donne pas encore ici un compte-rendu des conclusions générales tirées par le Gouvernement argentin des discussions de Caracas. Ce serait prématuré de le faire aujourd'hui et il est fort possible, d'ailleurs, que le Gouvernement argentin s'abstienne même à l'avenir, de prononcer un jugement d'ensemble sur la X^{ème} Conférence panaméricaine, afin de ne pas être obligé à attaquer les Etats-Unis qu'il désire ménager. Je me borne à quelques observations qui se réfèrent avant tout aux relations entre l'Argentine et les Etats-Unis, bien qu'elles soient inspirées par les discussions de Caracas.

La position prise par l'Argentine à la Conférence de Caracas est diversement commentée dans les milieux diplomatiques et politiques. Bien que l'on connaisse l'attitude négative généralement observée par le Gouvernement argentin en ce qui concerne la signature de toute conven-

- 3 -

tion internationale quelle qu'elle soit, tout le monde était persuadé que la Délégation argentine, présidée par M. Remorino, Ministre des Affaires Etrangères, donnerait son appui à la "Résolution anticommuniste" qui allait être proposée par les Etats-Unis. Je n'ai aucune raison de douter de l'information qui m'a été donnée par des collègues, qui l'ont reçue directement de l'Ambassadeur des Etats-Unis à Buenos Aires, dans le sens que déjà avant l'ouverture de la Conférence, l'Argentine avait assuré les Etats-Unis de son appui. Il semble que des divergences de nature personnelle, plutôt de surface que de fond, ont immédiatement divisé, à Caracas, le Secrétaire américain Foster Dulles et le Ministre argentin Remorino. Chacun sait que l'Argentine est d'une susceptibilité extrême et qu'elle tient à faire figure, dans une assemblée de nations américaines, de pays aussi important que les Etats-Unis. Or, il semblerait que dès le début de la Conférence, M. Dulles aurait fait mine en quelque sorte de dictateur et qu'il aurait nettement fait entendre aux pays participants qu'il était inutile de se lancer dans des palabres superflues et que s'ils désiraient l'aide américaine, ils n'avaient qu'à adhérer à la "Résolution anticommuniste". Son attitude vis-à-vis du Guatemala a été jugée, ici, brutale et injuste. Les fonctionnaires argentins prétendent que le Guatemala n'est pas communiste et que l'attitude nord-américaine poursuivait des buts impérialistes avant tout. Il semble cependant que les divergences entre Dulles et Remorino se sont fait jour au moment où ce dernier, en même temps que le représentant du Mexique, aurait fait valoir certaines objections de forme contre la formule américaine. M. Dulles aurait qualifié de "stupides" les observations du Mexicain et M. Remorino aurait pris pour lui aussi ce mouvement d'humeur peu diploma-

tique du Secrétaire américain. Il en aurait résulté un échange de propos aigre-doux entre MM. Remorino et Dulles. Cela est confirmé par deux hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires Etrangères. Le Ministre Remorino quitta immédiatement la Conférence, le 8 mars, en laissant à la Délégation argentine l'instruction de s'abstenir, ce qu'elle fit, sans toutefois réussir à entraîner d'autres délégations à sa suite (la position du Mexique était fixée dès le début), même pas celle du Chili, ou du Paraguay, en dépit de l'"union fraternelle" qui lie ces pays à l'Argentine, par des accords solennels. Cela prouve que l'influence de l'Argentine en Amérique Latine, dès qu'elle est en conflit avec celle des Etats-Unis, ne prévaut jamais. On m'a déclaré au Ministère que M. Remorino a agi à sa tête et qu'il a caché en partie au Général Peron la vérité sur ce qui s'est réellement passé entre lui et Dulles. En dépit des informations données par la presse, M. Remorino n'est plus retourné à Caracas, ce qui fit d'ailleurs aussi M. Foster Dulles une fois son succès assuré. Vous connaissez en détail les observations faites par l'Argentine au sujet de la "Résolution anticommuniste" de M. Dulles et vous savez que l'Argentine, ainsi que le Mexique, se sont enfin abstenus de voter la "Résolution". Il semblerait que M. Dulles a été très contrarié par l'attitude argentine, ce qui serait d'autant plus compréhensible que l'Argentine - comme dit ci-dessus - semble avoir assuré son adhésion à l'avance. On se demande si c'est à titre de représailles que les Etats-Unis ont refusé d'appuyer la "Résolution anticoloniale", proposée par l'Argentine et à laquelle ce pays et le Guatemala sont particulièrement intéressés. Comme vous le savez, les Etats-Unis ont été le seul des participants à la Conférence de Caracas à ne pas soutenir l'Argentine dans ce domaine.

Vous avez sans doute pris connaissance des motifs que la Délégation nord-américaine a invoqués à cet effet et je n'ai pas besoin d'insister sur les motifs qu'elle n'a pas mentionnés et qui sont de nature politique générale.

Reste à savoir quelle sera l'influence que ce débat et les divergences qui s'y sont fait jour entre l'Argentine et les Etats-Unis, aura sur les relations entre l'Argentine et les Etats-Unis. Les milieux politiques et diplomatiques pensent surtout à la répercussion sur la question des investissements nord-américains en Argentine et on est inclin à croire, ici, qu'aucun enthousiasme ne marquera l'attitude américaine dans ce domaine, au cours du prochain avenir: c'est l'opinion générale. Je crois personnellement qu'il ne faut pas attacher trop d'importance à cet incident. Les Etats-Unis tiennent trop à la collaboration en ce qui concerne l'anticommunisme et la défense du Continent, pour interpréter trop rigidement la posture négative argentine à Caracas, au sujet de leur proposition, d'autant plus qu'ils savent fort bien que le Général Peron, et encore moins Remorino, n'ont aucune sympathie pour le communisme. Je suis persuadé que les investissements américains en Argentine dépendent surtout de l'attitude du Gouvernement du Général Peron en ce qui concerne le transfert des intérêts et des dividendes relatifs aux placements anciens.

Les Autorités argentines sont déçues de la façon, d'après elles très superficielle, dont les problèmes économiques ont été traités à Caracas et quelques fonctionnaires du Ministère des Affaires Etrangères ont soutenu que l'Organisation des Etats Américains est devenue un simple organe de la politique des Etats-Unis, aussi dépourvu d'intérêt que la C.N.U. L'attitude plutôt brusque de M. Dulles qui a fait approuver en vitesse la seule question qui intéressait les

- 6 -

Etats-Unis et quitta immédiatement après la Conférence, ostensiblement indifférent aux autres points du programme de l'Assemblée, a contribué à accréditer, ici, cette opinion et a créer un malaise qui se fait jour dans toutes les conversations avec les personnes officielles. La Presse ne s'en est cependant pas encore saisi, ce qui prouve que M. Peron tient à sauvegarder les apparences. Nous verrons, ces prochains jours, s'il changera d'idée. Au Ministère des Affaires Etrangères on a l'impression que les actions de M. Remorino auprès de M. Peron sont en baisse et que cet état de fait pourrait déployer des conséquences pratiques après le 25 avril, date des élections, lorsque le Général procéderait à une modification substantielle de son cabinet: concentration de quelques ministères en un seul et renvoi de quelques ministres.

Je reviendrai à bref délai sur ces différents points.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse:

